

lesoirculture@lesoirdalgerie.com

Le coup de bill'art du Soir C'est dramatique !

Par Kader Bakou

Dans le domaine du journalisme, on parle de sujets «marronniers» qui reviennent à chaque saison. A l'Isma, surtout depuis 2007, la grève est devenue un sujet marronnier. Un étudiant a fait remarquer que «la grève est devenue un module dans cet institut». Depuis le 24 février, la situation a connu une grave «escalade», car des étudiants ont entamé une grève de la faim.

«En 2011, il y a eu une grève de 21 jours. Suite à cela, la ministre de la Culture, Khalida Toumi, s'était déplacée. Nous avions tenu 4 ateliers concernant nos revendications. D'abord, la nature du diplôme, à savoir le diplôme d'études universitaires appliquées (DEUA), dont la valeur est inexistante. Au niveau de nos tutelles, par exemple, nous ne pouvons prétendre être des conseillers ou animateurs culturels au ministère de la Culture. Pour ce qui est du ministère de l'Enseignement supérieur, nous avons été surpris de constater que notre institut ne faisait pas partie du listing des établissements hors universitaires. Nous n'existons pas ! Notre diplôme n'est pas reconnu. Depuis 2005, tous les étudiants promus reçoivent une attestation provisoire de réussite signée par la direction alors que nous devrions avoir un diplôme signé des deux ministères. Je connais d'anciens étudiants qui souhaitaient se rendre à l'étranger pour approfondir leurs connaissances et qui se sont retrouvés bloqués au ministère de l'Enseignement supérieur qui ne les reconnaissait pas. En somme, nous sommes titulaires d'un baccalauréat, nous souhaitons exercer des études supérieures dans le secteur artistique, nous obtenons ce «diplôme», mais, finalement, nous tournons en rond», a fait remarquer un étudiant de cet institut, dans un entretien collectif, publié dans le quotidien *Algérie News* (avant la grève de la faim). Un autre étudiant nous a confié qu'ils sont considérés comme des «cobayes» tout en soulignant que «le super objectif de cette grève, c'est le diplôme».

«On nous avait stipulé que nous suivrions un LMD (licence, master, doctorat) et nous nous sommes retrouvés finalement avec un DEUA. La raison ? Nos soi-disant formateurs n'avaient pas les compétences requises pour nous enseigner de manière à effectuer un LMD», précise un de ses collègues. D'autres étudiants parlent de manque de moyens, tels que les caméras ainsi que d'un programme dépassé.

«Le niveau de l'enseignement est primitif. La première année est, certes, intéressante, mais au-delà, nous patinons (...) Le monde évolue, la société bouge, nous ne pouvons admettre avoir un enseignement datant des années 1970. Autre chose, et qui a son importance, les structures d'enseignement sont inexistantes. Imaginez une salle de théâtre sans projecteur alors que l'institut forme sur trois ans des comédiens. Imaginez des étudiants venus se former aux techniques de l'image, du son et du montage, sans toucher à une caméra mise à jour ou bien des logiciels de montage. En 2011, nous avons soumis ces problématiques au nouveau directeur. Nous avons été jusqu'à élaborer une liste de choses manquantes définies par les 4 ateliers que je vous ai cités précédemment. Le matériel, par exemple, est devenu, par la force des choses, un besoin capital. Nous avions imaginé d'en louer via d'autres organismes tels que l'ENTV ou bien directement par nos contacts personnels. Malheureusement, le directeur n'a pas suivi, se sentant dépassé, et a finalement rompu toute communication avec l'ensemble du bureau. A chacune de nos lettres, aucune réponse, que cela soit de la part de la direction ou du ministère de la Culture. En 2013, avec le nouveau bureau, nous avons décidé d'entrer en grève. Nous exigeons l'application des résultats des travaux des 4 ateliers, conçus et approuvés par les étudiants et le ministère de la Culture. Si ces résultats sont appliqués, la situation ne sera que positive», lit-on dans le même entretien avec *Algérie News*.

Le ministère de la Culture, de son côté, a rendu public, jeudi, un communiqué repris par l'APS, donnant sa version des faits et faisant remarquer que la décision du «gel de toute activité éducative» au niveau de cet établissement est motivée par «la préservation des personnes et des biens publics». L'Institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel (Isma), rappelle le ministère, est régi par les statuts des instituts nationaux de formation supérieure et soumis aux dispositions prévues par des décisions interministérielles. Il est aussi régi par un règlement intérieur adopté par un conseil d'orientation qui compte un membre représentant des étudiants.

Le règlement intérieur stipule en son article 13 que «les enseignants sont habilités à contrôler la présence des étudiants» et qu'«au-delà de trois absences non justifiées ou de cinq absences justifiées dans un module donné, l'étudiant est exclu du module pour une année et n'est pas autorisé à se présenter aux examens», souligne le même communiqué. Le ministère ajoute que «l'administration a notifié aux étudiants la décision de présenter les absenteïstes en conseil de discipline le 16 janvier 2013 conformément aux dispositions de l'article 13 du règlement intérieur. Cette mesure est intervenue après que plusieurs étudiants eurent cumulé plus de 60 absences en seulement deux mois et demi». La même source rappelle que «le jour même du conseil de discipline, les élèves ont décidé, par le biais de leur bureau représentatif, d'observer une journée de protestation en soulevant une série de revendications pédagogiques». Dès réception de la plateforme de revendications, une délégation du ministère, selon la même source, s'est rendue à l'institut où elle a rencontré les élèves avec lesquels elle a convenu d'une série de points. Mais le lendemain, les protestataires, lors d'une assemblée générale, décident d'entamer un mouvement de grève générale, toujours selon la version du ministère. En application de l'article 53 du règlement intérieur, la direction de l'institut a introduit une action en référé auprès du tribunal d'El-Harrach qui a jugé la grève illégale en date du 29 janvier. Face au maintien de la grève, la direction de l'institut a convoqué une réunion du conseil de discipline le 30 janvier 2013 à l'issue de laquelle 10 étudiants ont été exclus définitivement et cinq autres suspendus pour une année. Constatant que les élèves suspendus ne se conformaient pas aux décisions du conseil de discipline, la direction de l'institut décide d'introduire une action auprès du tribunal administratif en vue de faire promulguer une ordonnance portant évacuation des locaux. Le 20 février, le tribunal administratif a ordonné la désignation d'un huissier de justice qui devait se rendre au siège de l'institut pour dresser un procès-verbal de constat des lieux. A partir du 24 février, «les personnes concernées par les mesures d'expulsion ont entamé une grève de la faim et investi l'accès principal de la direction des affaires pédagogiques entravant la circulation en dressant des barricades par l'utilisation de biens de l'institut». «Face à cette désobéissance, la direction de l'institut a introduit une requête auprès du tribunal administratif en vue de l'évacuation des lieux. Le jugement est attendu pour la première semaine de mars 2013», ajoute le même communiqué. Le ministère de la Culture a décidé ensuite de suspendre jusqu'à nouvel ordre toute activité éducative au niveau de l'institut et sommé les étudiants de quitter l'établissement à partir du 27 février. Mais les étudiants continuent d'occuper les lieux amenant le ministère à envisager d'introduire une autre requête auprès des juridictions dans le courant de la première semaine de mars, conclut le communiqué.

La question qui se pose aujourd'hui : comment trouver un happy end à un feuilleton, un mélodrame, qui vient d'entamer sa cinquième saison.

K. B.

bakoukader@yahoo.fr

MUSIQUE TZIGANE

Le groupe roumain Tchaas à Alger

Le groupe roumain Tchaas donne un concert de musique tzigane mardi (5 mars) à 19h à la salle Ibn Zeydoun à Alger.



Photo : Df

Constitué des frères Dumitru, Tchaas est originaire du cœur de la Roumanie, des massifs montagneux, les Carpates. Leur père, Ion Visan Dumitru, est le chef d'orchestre tzigane le plus célèbre de Roumanie.

Dans la plus pure tradition tzigane, le groupe puise ses sonorités et ses mélodies dans l'héritage culturel des Fils du Vent. Sur scène, il offre au public un fascinant voyage musical à travers l'Europe de l'Est. L'ensemble est dirigé par Vasile Dumitru, violoniste émérite. Avec ses

frères, il a fondé ce groupe dans la plus pure tradition des groupes familiaux tziganes.

Vasile Dumitru a été le premier violon de l'ensemble national de l'armée roumaine. Il a aussi monté Tchaas Balkan Orkestar, fanfare des Balkans et violons tziganes. Il est régulièrement sollicité pour participer à des créations de jazz manouche. Il est aussi premier violon dans l'Opéra *Carmen* de Bizet mis en scène par Hélène Arnaud. Florian Dumitru (piano) est

diplômé du Conservatoire national de Bucarest. Il a longtemps fait partie de la célèbre formation tzigane roumaine Inimi Albastre et a participé à ses tournées à l'étranger. Il est également arrangeur de musiques traditionnelles tziganes. Fanel Dumitru (violon) est diplômé de l'Académie de musique nationale de Bucarest. Il travaille souvent avec des orchestres tziganes et des orchestres symphoniques. Lui aussi a fait partie de la formation Inimi

Albastre. Il a également fait partie de plusieurs formations de musique de chambre. Cette polyvalence lui a permis d'être sollicité pour faire partie de Djangophonies, avec Latcho Drom et le violoniste Florin Nicolescu.

Bibi Julien Toma (guitare et flûte de pan) est diplômé du Conservatoire national de Bucarest. Ionut Pirse (chant, accordéon) est un chanteur reconnu de la musique tzigane qui a effectué des tournées avec des formations traditionnelles à l'étranger, notamment en France.

La musique de Tchaas, faite d'incursions musicales variées autour de thèmes traditionnels et d'improvisation, offre au public un spectacle incomparable.

Le concert du groupe Tchaas, à la salle Ibn Zeydoun, sera organisé en collaboration avec l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC).

K. B.

MISE AU POINT

A propos de l'article «Cinémathèque d'Alger, autant en emporte le temps»

Monsieur Brahim Taouchichet a publié dans vos colonnes, en date du 21/02/2013, un article consacré à la Cinémathèque d'Alger, et nous tenons à le remercier de l'intérêt qu'il porte à cette institution qui a besoin d'être entourée de l'attention des milieux médiatique et culturel. Peut-être sera-t-il étonné d'apprendre que nous partageons plusieurs points de son constat ?

Au demeurant, il explique lui-même, en deuxième partie de son texte, notamment, les raisons d'une désaffection qui tiennent autant aux changements dans notre société et aux nouveaux comportements culturels, qu'aux nouvelles contraintes urbaines (congestion du centre d'Alger...), à la fermeture du lieu pour travaux après les épreuves des années 1990 qui avaient paralysé la vie culturelle, etc. Résumant ses observations, il affirme justement : «Le monde n'est plus ce qu'il était.» L'Algérie non plus.

Nous tenons cependant à relever et commenter certaines autres parties de ce texte :

- D'où provient ce chiffre fantaisiste de «la bagatelle de 340 millions de dinars» pour la restauration de la salle de répertoire ? Il représente environs X fois celui du montant réel !

- Comment l'auteur peut-il parler de mon refus «tout net d'assumer les quelques questions qui s'imposent» ? Il est vrai que j'ai l'habitude de «répondre» aux questions et non de les «assumer»...

- A qui, précisément, l'auteur s'est adressé «à la tutelle» pour affirmer «qu'on attend un plan de travail du directeur qui ne vient pas» ?

- Pourquoi sombrer, à partir d'une source anonyme, dans un questionnaire orienté ? «Médiocrité ? Panne d'imagination ? Ou des affirmations grossières ? Le directeur est «ténacé».

Ensuite, vous vous attaquez aux employés de l'établissement de façon inutilement vexatoire : «Trois femmes de ménage. Le reste du personnel vit de subsides de l'Etat.» Seriez-vous jaloux de leur statut ? Une dent contre les fonctionnaires ? Devez-vous employer des adjectifs les concernant tels que «grelottant» ou tremblant ? Ces personnes sont pour nous aussi importantes, ne vous en déplaise, que M. Karèche et ses 33 années de services, car elles ont, elles aussi, contribué et continuent par leur travail à faire vivre cette vénérable institution, avec passion et discrétion. Permettez-moi de parler, les concernant aussi, de plusieurs décennies «de bons et loyaux services».

Au bout d'à peine quelques lignes, nous comprenons donc qu'il ne s'agit pas d'un article d'information mais bien d'une tribune à charge, une petite entreprise de démolition, mais une tentative qui, bien heureusement, n'a pas de chance d'aboutir.

En effet, la Cinémathèque algérienne est dans l'attitude opposée à la vôtre, celle de la rénovation et la construction, et elle dispose désormais d'un réseau de plus d'une dizaine de salles à travers le territoire national pour servir son public. Un service public ouvert au citoyen.

Etes-vous donc finalement un défenseur du cinéma commercial ? Pop-corn et Coco-Cola.

Permettez-moi de relever ce paradoxe, vous qui semblez pourtant regretter l'époque des légendaires débats.

Nous nous revendiquons pour notre part d'un service public avec pour politique d'un prix du ticket modéré.

Bien sûr, le chemin est encore long avant de retrouver une audience à la hauteur du temps, de l'énergie et des moyens que nous déployons quotidiennement.

D'autres propos mériteraient encore

d'être soulignés et contredits. Mais le plus important réside bien dans cette vision passiste de la Cinémathèque algérienne. Une nostalgie stérile qui confond l'indispensable maintien d'une mémoire précieuse de l'institution, qui fut certainement prestigieuse, et le ressassement de souvenirs qui s'avèrent impuissants à concevoir une nouvelle destinée du lieu.

Plus étrangement et hors propos, ce texte sur la Cinémathèque algérienne (centré sur la salle d'Alger et ignorant celles de l'intérieur du pays) débouche sur la proposition de développer les multiplexes auprès des grands centres commerciaux. Outre que les salles de ces complexes répandus dans certaines parties du monde sont loin d'atteindre 1 000 à 1 500 places chacune comme affirmé, quel rapport entre réseau commercial et les missions de la Cinémathèque ?

La relance de la Cinémathèque n'est ni une chose légère ni une chose aisée. Elle doit se forger à partir d'un échange d'idées constructives que nous nous attachons à recueillir auprès des professionnels du cinéma, des hommes et femmes de culture, des cinéphiles, etc. Dans ce sens, M. Brahim Taouchichet est le bienvenu.

A bientôt, j'espère.

Lies Semiane,
Directeur du Centre Algérien
de la Cinématographie

N. B. : Je ne peux m'empêcher de vous rectifier une dernière fois, car il s'agit cette fois de cinéma : *Maman j'ai raté l'avion* n'est pas un film réalisé par Claris Colombus, mais Chris Colombus, le réalisateur est un homme pas une femme, mais vous n'êtes plus à une confusion près, n'est-ce pas ? Et Lies Semiane ne vient pas de la distribution...

Actualité

SALLE IBN ZEYDOUN DE RIADH EL FETH (El Madania, Alger)

Mardi 5 mars à 19h : Concert du groupe roumain Tchaas (musique tzigane).

Prix du billet : 500 DA. Les billets sont en vente au guichet salle Ibn Zeydoun et au Centre de documentation de l'AARC (Office Riadh El Feth) à partir du mercredi 27 février 2013.

LIBRAIRIE DU TIERS-MONDE (PLACE ÉMIR-ABDELKADER, ALGER-CENTRE) :

Mercredi 6 mars à 14h : Nadir Marouf signera son livre *Lecture de l'espace oasien*, paru chez Barzakh.

SALLE EL-MOUGGAR (ALGER-

CENTRE)

Mardi 5 mars à 18h : Concert *Nouba maya* de Beihdja Rahal.

Vendredi 8 mars à 15h : Concerts de Karim Mesbahi et Samir Toumi.

INSTITUT FRANÇAIS D'ALGÉRIE (ALGER-CENTRE)

Jusqu'au 28 mars : Exposition de peinture «Ariane du futur» de l'artiste peintre Farid Benyaa.

INSTITUT CERVANTÈS D'ALGER (9, RUE KHELIFA-BOUKHALFA)

Jeudi 7 mars à partir de 9h : Table ronde *La violence envers les femmes : échange d'expérience entre l'Algérie et l'Espagne*. Dans le cadre de la commémoration de la Journée

internationale de la femme, le Centre d'information et de documentation sur les droits de l'enfant et de la femme (Ciddef, Alger), en partenariat avec l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI), organise une conférence sur la *Violence faite aux femmes*. Intervenants : M^{me} María Naredo (Espagne) sur «La responsabilité des Etats face à la violence envers les femmes. Apprentissage à partir d'une analyse de la législation espagnole et son application», M. Miguel Lorente (Espagne) sur «L'observatoire de violence faite aux femmes. L'expérience d'Espagne dans la lutte contre la violence de genre», Salah Bey (Algérie) sur la «Violence faite aux femmes, état des lieux».